

A Mesdames, Messieurs les journalistes  
**COMMUNIQUE DE PRESSE FSU Bretagne**

**Cette colère est la nôtre : pas de « retour à la normale » sans justice sociale !**

Après avoir opposé les « Gilets jaunes » et l'écologie, le pouvoir veut maintenant imposer le silence aux « bons » manifestants priés de rester chez eux afin de ne pas être confondus avec les « fauteurs de trouble ». Des manifestants pacifiques ayant marché ce week-end pour la justice sociale et la justice climatique se retrouvent actuellement en garde à vue, des figures politiques progressistes sont accusées de « sédition » !

Au terme d'une semaine de dramatisation des violences du premier week-end de décembre, le Président et ses soutiens veulent maintenant tirer parti de la stratégie de la peur qu'ils ont substituée à 3 semaines de stratégie de la tension. Ce week-end, le pouvoir a exhibé à outrance ses instruments de répression et les soutiens du Président Macron ont saturé les media de discours grandiloquents sur la *République en danger* !

La FSU condamne ce jeu dangereux avec la violence qui peut à tout moment déboucher sur des drames, comme elle condamne la répression violente dont ont été victimes de nombreux lycéen.nes.

La FSU n'accepte pas non plus les propos du Président et de ses soutiens tenant pour « comptables des violences » toute organisation qui n'appellerait pas à ne pas manifester. Le Président ne peut pas s'exonérer ainsi de sa lourde responsabilité dans la situation actuelle.

La FSU n'accepte pas davantage que les enseignant.es soient plus ou moins explicitement « incité.es » par le Ministre à dissuader leurs élèves de participer au mouvement de la jeunesse.

En dépit du *satisfecit* que l'exécutif s'accorde aujourd'hui pour sa gestion de la crise et le « retour à la normale », la sérénité est loin de régner au sommet de l'État. Car il est clair que la colère sociale ne retombera pas de sitôt et qu'elle va bien au-delà du mouvement des « Gilets jaunes ».

Hausse des salaires, des pensions, des minima sociaux, répartition plus juste de la richesse, refus d'un avenir barré pour la jeunesse et de la fatalité du chômage : ce qui s'exprime c'est le rejet global du « nouveau monde » d'Emmanuel Macron. C'est aussi un rejet de sa personne, parce que sa pratique arrogante du pouvoir ressemble à s'y méprendre à la domination des « premiers de cordée », des riches et des puissants.

La séquence ouverte par les « Gilets jaunes » a fait passer en peu de temps de la crise sociale à la crise politique. Quelles que soient les suites du mouvement des « Gilets jaunes » chacun comprend aujourd'hui qu'il s'agit aussi d'une crise de l'État. Cette crise devra trouver son issue.

Les organisations syndicales sont des interlocuteurs légitimes et indispensables du dialogue social mais jusqu'ici le gouvernement les a méprisées et n'a cessé de chercher à les contourner. Pour la FSU, si le temps de la négociation doit venir, la construction d'un rapport de force favorable au monde du travail en est le préalable indispensable.

**La FSU Bretagne appelle les agents de la fonction publique d'État et territoriale à se réunir dès maintenant pour débattre de la situation et des actions à mener dans leurs secteurs. Elle invite les organisations syndicales de salarié.es en Bretagne à se rencontrer et à agir dans la perspective d'un appel unitaire à la grève.**



Contact FSU Bretagne : JM Cléry 06 78 39 72 68

Retrouvez la FSU Bretagne sur Internet : <https://bretagne.fsu.fr/>

La FSU Bretagne sur Twitter : [@FSU\\_Bretagne](https://twitter.com/FSU_Bretagne)